

Le pouvoir aux travailleurs

31 AOÛT 2012

N° 184

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- QUAND DES RAPACES S'ENRICHISSENT SUR LA FAMINE !	2
- HEVEACULTURE SOURCE DE RICHESSE OU DE FAMINE?.....	3
- VIOLENCE INTERCOMMUNAUTAIRE A DUEKOUÉ : QUELLE QUE SOIT L'ETHNIE, TOUS LES PAUVRES SONT DES VICTIMES !	3 - 4
- REGAIN D'INSECURITE ET DE REPRESSION : C'EST LA POPULATION PAUVRE QUI TRINQUE	4 - 5
- LA GREVE DES TAXIS-COMPTEUR : UNE GREVE IMPOPULAIRE	5 - 6
- OUVERTURE D'UN FORUM SOCIAL : LE GOUVERNEMENT RUSE AVEC LES TRAVAILLEURS !	6 - 7
- AVANT LE PPTÉ, SACRIFICES POUR LES TRAVAILLEURS. APRES LE PPTÉ, SACRIFICES ENCORE POUR LES TRAVAILLEURS ! ..	8
- AUGMENTATION DES FRAIS D'INSCRIPTION A L'UNIVERSITE. ET LES SALAIRES DES PARENTS ?	8 - 9
- FILTISAC : LA PEUR PEUT CHANGER DE CAMP	9
- CONTRE L'EXPULSION DES POPULATIONS DE GONZAGUEVILLE LITTORAL	9 - 10
- HOLLANDE ET LA FRANCAFRIQUE	11
- AFRIQUE DU SUD : DES GREVISTES MASSACRÉS PAR LE POUVOIR DE L'ANC.....	3 - 4

QUAND DES RAPACES S'ENRICHISSENT SUR LA FAMINE !

La spéculation capitaliste qui sévit sur le marché mondial des céréales fait planer le spectre de la famine parmi les populations pauvres de toute la planète. Les prix de ces denrées de base ne cessent de grimper. Des millions de personnes de par le monde qui se trouvaient déjà au bord de la famine à cause de leur pauvreté, ne peuvent plus se nourrir car leurs maigres revenus ne leur permettent pas de suivre la hausse des prix des aliments. Si le prix du blé monte, cela va se répercuter sur celui des pâtes et sur celui du pain par exemple. Automatiquement, les autres denrées vont suivre cette évolution. C'est la logique de ce système barbare qu'est le capitalisme.

Depuis le mois de juillet, le prix du maïs a connu une hausse de près de 50 % entraînant dans son sillage celui des autres céréales, surtout du blé et du soja. Certes, une des pires sécheresses sévit actuellement dans les principaux Etats américains producteurs de maïs et de soja et la météo fait craindre une chute de rendement sur le blé en Russie et en Ukraine. Mais, même cela est loin de pouvoir imprimer aux prix des céréales les hausses spectaculaires qu'elles connaissent actuellement.

Le fait est que des spéculateurs, dès l'annonce de la sécheresse et de la baisse de la production mondiale de maïs, ont flairé la bonne affaire en pariant de faire des fortunes sur la pénurie. Ainsi les années passées, 20 % de la production du maïs était concerné par la spéculation. Cette année, les capitaux spéculatifs s'en sont emparés de 85 %. Ces spéculateurs vendent et rachètent les stocks de céréales dans le seul but de faire des bénéfices sur les achats et ventes successifs, entraînant les prix vers des pics. La pénurie est donc pour ces capitalistes l'occasion de faire des centaines de millions, voire même des milliards de francs de bénéfices, sans tenir compte le moindre du monde des conséquences de leurs agissements.

Déjà l'augmentation du prix des céréales se fait sentir dans la filière de la viande car ces céréales entrent dans l'alimentation du bétail. Les éleveurs aux Etats Unis ont commencé à abattre leurs bétails à cause du renchérissement du prix du maïs. Cela va inévitablement entraîner l'augmentation du prix de la viande et des produits laitiers.

« *En temps normal* », même quand il n'y a pas de crise alimentaire aiguë, 37.000 personnes meurent de faim chaque jour. Un enfant meurt de faim toutes les cinq secondes.

En 2007-2008, il y avait eu une explosion des prix des céréales. Cela avait provoqué des émeutes de la faim qui avaient alors secoué une grande partie des pays pauvres, de Dakar à Mexico en passant par le Caire. Aujourd'hui les prix se rapprochent de nouveau des records de 2008. Une telle hausse, si elle se maintient, c'est la famine assurée pour des millions de personnes qui se battent déjà pour survivre au jour le jour. Pour beaucoup d'entre eux, ce sera une condamnation à mort.

Une société dans laquelle il est « *normal* » qu'une poignée d'individus, pour multiplier sa fortune, puisse condamner à la faim des millions de personnes et même à la mort, est une société inacceptable. C'est pourquoi, c'est un impératif de débarrasser la société du système capitaliste et de la réorganiser de sorte qu'elle réponde aux besoins et aux aspirations de tous.

L E U R S O C I E T E

HEVEACULTURE SOURCE DE RICHESSE OU DE FAMINE?

La culture de l'hévéa, plante de laquelle est extrait le caoutchouc naturel, connaît un boom dans les zones forestières de la Côte d'Ivoire. Cette plante est connue depuis la colonisation sans qu'elle n'ait connu un tel engouement. Maintenant ce ne sont pas seulement les petits paysans traditionnels qui s'y adonnent, ce sont aussi les gens de la ville, petits fonctionnaires, cadres supérieures, hommes politiques qui se ruent vers les campagnes pour cette culture. La longue durée avant la première récolte (5 à 7 ans) est loin de freiner cette ardeur. Le calcul semble simple, la plantation d'hévéa rapporte aujourd'hui 300 000 F cfa par hectare mensuellement. Cette ruée s'explique aussi par l'apparition de plusieurs structures spécialisées qui en font la promotion dans les campagnes en montrant toutes les vertus financières de ladite plante. Mais ce qu'elles ne mentionnent pas c'est que le prix de

l'hévéa, tout comme les autres cultures de rentes, est soumis aux aléas des marchés internationaux ; c'est-à-dire qu'il peut baisser drastiquement du jour au lendemain. Indépendamment de ce fait, il y a des conséquences à long terme. Ce qui se fait déjà sentir sous formes de pénuries inhabituelles des cultures vivrières dont ont besoin les populations : la banane, les légumes mais surtout le manioc qui rentrent dans la composition de plusieurs mets beaucoup prisés. Car les terres qui devraient servir aux cultures de subsistance, servent désormais à l'hévéaculture. On voit par là que l'hévéaculture comme les autres cultures de rente, loin d'être le salut des populations, contribue à faire planer sur elles le spectre de la famine. En sus de cela, la flambée des cultures de rente provoque une convoitise exacerbée des terres cultivables avec pour corollaire l'augmentation des conflits fonciers.

VIOLENCE INTERCOMMUNAUTAIRE A DUEKOUÉ : QUELLE QUE SOIT L'ETHNIE, TOUS LES PAUVRES SONT DES VICTIMES !

Le 20 juillet dernier, la ville de Duékoué a été le théâtre des massacres intercommunautaires. Ce n'est pas la première fois que cela arrive dans cette ville. Cette fois-ci, c'était suite à une altercation entre des voleurs et les habitants du quartier Kokoman, habité majoritairement par des Malinké et des ressortissants de la sous-région. Ces derniers, en poursuivant les voleurs qui se sont cachés dans le camp des déplacés internes de Duékoué, dénommé Nahibly, ont détruit tout et même tué des personnes innocentes. Ensuite, ils se sont attaqués à un autre

camp qui n'avait rien à voir avec cette histoire.

Mais pourquoi une histoire banale qui pourrait passer pour un fait divers, a pu être source de telles violences et de tels massacres ?

Le problème de Duékoué et surtout les problèmes à l'ouest du pays sont avant tout un problème lié au foncier rural qui, depuis des années ne trouve pas de solution durable.

C'est depuis les années 70 que des vagues de populations venues de différents endroits du pays ont commencé à exploiter les terres fertiles

L E U R S O C I E T E

des forêts de l'Ouest. Cet endroit fut en quelque sorte « *l'eldorado* » pour le café et le cacao.

A cette vague de populations venues des quatre coins du pays, va s'ajouter celles des pays limitrophes comme le Burkina et le Mali, toujours pour la culture du café et du cacao. Dès le début des années 80, les premières crises de la terre vont éclater. Malheureusement, elles ne seront pas résolues mais plutôt déplacées par les autorités d'alors.

Les politiciens, ceux déjà au pouvoir comme ceux qui aspiraient à y parvenir, vont se servir de cette situation conflictuelle liée à la terre pour leurs intérêts respectifs. Les uns et les autres vont s'ingénier dans l'art de la démagogie criminelle pour faire de la propagande auprès de la population native de ces régions. Ce fut le cas du FPI au début des années 90. De son côté, Dézé fit de la surenchère avec sa politique xénophobe de « *l'ivoirité* ». Les conséquences de tout cela, ce sont des violences fratricides entre les différentes communautés qui vivaient auparavant en parfaite symbiose. On verra alors des massacres comme l'attaque de Petit Duékoué et Guitrozon, ou celui de Duékoué en janvier 2011 qui a fait plus d'une centaine de morts.

Avec la victoire du nouveau pouvoir, la violence a changé de camp.

Mais ce sont toujours les populations pauvres qui payent le prix fort avec des massacres à répétition. On a même parlé de charnier avec plus de mille morts.

Aujourd'hui, les dirigeants (ceux du pouvoir comme ceux de l'opposition), font semblant de déplorer cette situation. Ils font des discours moralisateurs du genre : « *on doit s'aimer et essayer de régler les problèmes sans violences, etc.* ». Quelle bande d'hypocrites ! Car ce sont eux les vrais responsables de cette flambée de violence intercommunautaire. Aujourd'hui ils endossent les habits de pompiers après avoir joué aux pyromanes. Ce sont des ennemis des classes pauvres des villes et des campagnes.

Face à ces représentants du capitalisme (qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition), nous qui souffrons de l'exploitation, nous qui souffrons de ces massacres à répétition, quelle que soit notre ethnicité ou notre région d'origine, ce que nous avons en commun c'est que nous faisons partie des classes pauvres et exploitées. Nous pouvons dire non et combattre nos ennemis communs en nous retrouvant sur le terrain de la lutte de classe. En dehors de ce terrain de classe, il n'y a aucune issue pour les travailleurs et pour les pays pauvres.

REGAIN D'INSECURITE ET DE REPRESSION : C'EST LA POPULATION PAUVRE QUI TRINQUE

Après sa prise de pouvoir suite à la crise postélectorale, Ouattara avait parlé de rétablir la sécurité et de réconcilier les ivoiriens. Il a mis en place une Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation (CDVR) qui est censé aplanir les tensions entre les

populations. Sauf que cette commission ne sert qu'à faire du vent. C'est toujours l'insécurité partout. De plus, depuis le début du mois d'août des individus non identifiés ont mené une série d'attaques contre les positions des FRCI. Cela a commencé par les

L E U R S O C I E T E

camps d'Akouédo, ensuite Dabou et aux environs de Grand-Lahou et de Jacquville. Officiellement on en est à une dizaine d'attaques qui ont fait autant de morts en tout.

Qui se cachent derrière ces attaques ? Dans le camp gouvernemental on parle « *d'assaillants* » en accusant les miliciens et mercenaires pro-gbagbo. Alors que pour le FPI, les auteurs ne sont autres que les démobilisés du camp Ouattara. Que ce soit les uns ou les autres ou, avec toutes ces armes qui circulent, simplement des bandits, cette situation a créé un climat de tension plus aigu que lors des mois précédents. Le pouvoir en place a rappelé ses réservistes et a mis l'armée en alerte. Des barrages sont érigés un peu partout. Les contrôles ont été accentués et régulièrement des rafles et des perquisitions avec arrestations sont effectuées dans des quartiers et villages environnant les lieux des attaques. Cette répression nous rappelle celle menée

par l'ancien régime contre le « *commando invisible* » qui agissait impunément dans certains quartiers. Comme Gbagbo en son temps, Ouattara semble impuissant devant cette situation où les « *assaillants* » sont invisibles. Alors à défaut de capturer ses invisibles, il a mis en prison quelques dirigeants connus du FPI en les accusant d'être les donneurs d'ordre.

Ce qui est par contre sûr, c'est que de ces climats d'insécurité et de répression, ce sont les plus pauvres qui vont souffrir une fois de plus. Les rafles, les fouilles intempestives sous prétexte de chercher des armes ce sera dans les quartiers pauvres. Et avec cela, exactions et dépouillements, vont se multiplier.

Quant aux patrons, même s'ils préfèrent la stabilité pour leurs affaires, ils ont montré plus d'une fois qu'ils peuvent amasser fortune en temps de troubles. De plus, ils peuvent se payer des hommes en armes pour garder leurs usines et leurs résidences.

LA GREVE DES TAXIS-COMPTEUR : UNE GREVE IMPOPULAIRE

Les chauffeurs des taxis-compteur ont repris le travail après une semaine de grève. Ils réclamaient l'interdiction de circulation pour les « *taxis banalisés* » (*wôrô-wôrô clando*) sur les lignes intercommunales qu'ils considèrent comme étant une « *concurrence déloyale* », étant donné que ces taxis banalisés ne payent aucune taxe.

Cette grève a été totale. Les taximans ont mis en place un piquet de grève mobile et coercitif. Des bagarres ont ainsi éclaté à Yopougon et à la Palmeraie, faisant des morts (au moins deux, selon les informations circulant de bouche à oreille) et des blessés.

Le 23 août, le ministère des Transports a sorti un communiqué interdisant aux

véhicules banalisés de circuler, donnant ainsi satisfaction à la revendication des taxis-compteur. Des patrouilles de polices ont été spécialement dépêchées pour traquer les chauffeurs récalcitrants. Des véhicules ont été ainsi jetés à la fourrière.

Cette grève des taxis-compteur a été particulièrement impopulaire auprès des usagers. Etant donné que les gbaka ne peuvent pas circuler en ville, que la Sotra est complètement défaillante et les taxis-compteur trop cher pour leur petit salaire, de nombreux travailleurs sont obligés d'emprunter quotidiennement ces taxis banalisés pour se rendre au travail.

Les chauffeurs de taxis auraient pu avoir le soutien des usagers, si leur

L E U R S O C I E T E

revendication avait porté sur la diminution des recettes exigées par les propriétaires des taxis qui les obligent à travailler presque 24h sur 24 pour un salaire de misère. Puisque les chauffeurs de taxi-compteurs ont démontré qu'ils étaient capables de se mobiliser massivement (et ont réussi effectivement à paralyser la totalité des taxi-compteurs), n'y aurait-il pas eu les moyens de se mobiliser plutôt contre leurs patrons pour qu'ils augmentent leurs salaires (ou diminuent la barre de la recette journalière à verser), que de s'en prendre à d'autres travailleurs qui comme eux essaient de survivre comme ils peuvent ? Au lieu d'accuser les autres

de concurrence déloyale, n'aurait-il pas été préférable qu'ils cherchent plutôt un terrain commun pour faire pression sur leurs patrons et sur les autorités publiques afin d'améliorer leurs conditions d'existence ?

Il est regrettable que l'esprit corporatiste ait pris le dessus plutôt que l'esprit de solidarité entre travailleurs. Une des conséquences de ce corporatisme, c'est le sang qui a coulé entre travailleurs. Une autre de ses conséquences a été que les usagers, n'ont pas soutenu cette grève car l'existence des taxis banalisés est pour eux le moindre mal.

OUVERTURE D'UN FORUM SOCIAL : LE GOUVERNEMENT RUSE AVEC LES TRAVAILLEURS !

Le 13 aout, le gouvernement a ouvert une rencontre tripartite appelée « *forum social* » au Palais de congrès de l'hôtel Ivoire. Il s'agit de « *discussion* » entre les représentants syndicaux des travailleurs (UGTCI, Dignité et Fesaci et autres), ceux du patronat et du gouvernement qui déboucherait sur la signature d'un « *pacte social* ». Ce « *pacte* » reposerait (selon les termes du Premier ministre) sur : « *le courage de la vérité, la justice, l'équité sociale et la responsabilité de tous les acteurs de la vie de la nation* ». Que de gros mots creux ! Ces « *négociations* » vont durer trois mois. Ensuite le gouvernement fera ce que bon lui semble.

Cette idée de « *forum social* » est la dernière trouvaille du gouvernement lors de la commémoration du 1^{er} mai pour encore tromper les travailleurs. Mais des rencontres et des discussions à peu près du même genre ont déjà eu lieu avec le gouvernement précédent et celui d'aujourd'hui. Des accords ont été signés

et des vagues promesses telle que l'augmentation du SMIC ont été faites aux représentants des travailleurs. Mais seules les mesures qui constituent un recul pour les travailleurs sont mises en application : l'âge de départ à la retraite pour les personnels civils de l'Etat passe de 57 à 60 ans, de la catégorie B à A, précisément jusqu'au grade A3, et de 60 à 65 ans, du grade A4 à A7 ; le taux de cotisation pour la pension qui était de 18%, a subi une hausse de sept points, soit 25%. Pour les travailleurs du secteur privé, l'âge de la retraite est passé de 55 à 60 ans ; leur taux de cotisation a été augmenté de 8% à 12%.

D'ailleurs pour l'application de ces différentes mesures qui réduisent le revenu des travailleurs, le gouvernement n'a pas eu besoin de convoquer un « *forum social* ». C'est même avec promptitude que l'annonce a été faite dès la prise du pouvoir du gouvernement actuel.

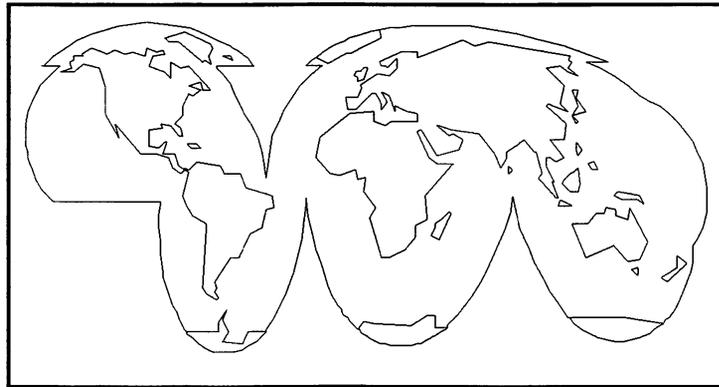
L E U R S O C I E T E

Le Premier ministre parle de solutions à la fois « *réalistes et réalisables* ». Mais qu'est-ce qu'une solution « *réaliste et réalisable* » ? Pour lui les revendications des travailleurs ne sont pas réalistes et réalisables. Alors que les ouvriers vivent avec moins de 50 000 francs et que les journaliers qui ont la chance d'avoir un petit boulot sont payés à moins de 2000 francs par jour, lui, en tant que Premier ministre il perçoit plus de 10 millions par mois sur quoi s'ajoute un « *budget de souveraineté* » de plus de 30 milliards. Il a le culot de dire par avance qu'il y aura des « *sacrifices* » à faire du côté des petits

salariés. C'est dire que les travailleurs ne doivent pas attendre grande chose de cette rencontre car elle accouchera d'une souris.

Depuis plus de deux décennies, les gouvernements qui se succèdent ne font que tromper les travailleurs à travers l'organisation de conférences, d'ateliers de réflexion, de forum, etc. dont les résolutions et accords n'ont jamais eu de début d'application allant dans le sens d'une moindre amélioration des conditions d'existence des travailleurs. Cependant, ce sont eux qui prennent toujours les coups avec le coût de la vie qui ne cesse pas d'augmenter.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

AVANT LE PPTÉ, SACRIFICES POUR LES TRAVAILLEURS. APRES LE PPTÉ, SACRIFICES ENCORE POUR LES TRAVAILLEURS !

Le classement de la Côte d'Ivoire au rang des « *pays pauvres très endettés* » (PPTÉ) était pour les autorités ivoiriennes la seule panacée pour prétendre guérir l'économie. Elles ne juraient que par elle. La solution de tous les problèmes était conditionnée par l'entrée dans la liste de PPTÉ. L'annulation d'une partie de la dette, puisque c'est de cela qu'il s'agit, a fait couler beaucoup d'encre et de salive.

Lorsque les travailleurs du public revendiquaient des augmentations de salaire et des améliorations des conditions de travail, le gouvernement leur répondait : « *attendez que nous obtenions le ppte* ». Il les accusait même de vouloir saboter les efforts faits pour l'obtention du ppte. De plus, Il a même demandé aux travailleurs de consentir à une « *trêve sociale* », de faire des sacrifices, de se serrer encore la ceinture. Et toutes les promesses d'augmentation de salaire et autres

accessoires étaient reportés après l'obtention du ppte. Et voilà le ppte.

Dès que ce classement est obtenu, les autorités gouvernementales sont devenues amnésiques. Elles disent ne plus se souvenir d'avoir fait des promesses. Elles ont même changé de langage. Le ministre de l'Economie et des Finances a commencé par dire : « *C'est maintenant que les sacrifices commencent. C'est le moment des semilles ... et qu'il n'a jamais fait des promesses à qui que ce soit.* » Très arrogant, il va jusqu'à dire que « *le ppte n'est pas une valise d'argent à distribuer* ». Ce qu'il faut rappeler à ce ministre insolent, c'est que les travailleurs ne demandent pas qu'on leur distribue de l'argent et ne quémandent pas l'aumône. Ils demandent qu'on leur paye un salaire qui leur permette de vivre décemment. Ce ministre dit que c'est le moment de semilles. Mais nous savons tous aussi que c'est nous qui semons et ce n'est pas nous qui récoltons les fruits.

AUGMENTATION DES FRAIS D'INSCRIPTION A L'UNIVERSITE. ET LES SALAIRES DES PARENTS ?

Après avoir végété pendant deux ans, les enfants des familles pauvres vont bientôt reprendre le chemin de l'université mais cette fois-ci avec 400% d'augmentation des frais d'inscription.

En effet, fermées par le gouvernement après la crise post-électorale, pour cause de réfection selon le ministre, mais en réalité pour briser le syndicat étudiant acquis à la cause de l'ancien régime, les universités d'Abidjan vont bientôt ouvrir leurs portes avec d'énormes changements. L'un des

changements qui retient notre attention, est l'augmentation des frais d'inscription. De 6.000 francs Cfa ils sont passés à 30 000 francs. D'abord, dans une conférence co-animée par les présidents des trois universités, ils avaient annoncé que les frais d'inscription seraient à 100 000 francs pour le premier cycle, 200 000 francs pour le second cycle et 300 000 francs pour le troisième cycle. Mais devant le mécontentement et la grogne des étudiants et des parents, le gouvernement a dû faire marche arrière

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

et a fixé désormais ces frais à 30 000 francs au lieu de 6000 francs. Soit multipliés par cinq. Pour cette augmentation, il n'y a pas eu lieu de faire recours à un « *forum social* ». Avec cette augmentation, on se demande combien d'enfants de pauvre auraient maintenant droit à l'enseignement supérieur lorsqu'on voit les bas salaires des

parents qui depuis des décennies n'ont connu aucune augmentation.

De toutes les façons, les enfants de ceux qui décident ne fréquentent pas ces universités. Ils ont de grands moyens pour envoyer leurs enfants dans les universités prestigieuses des pays développés.

FILTISAC : LA PEUR PEUT CHANGER DE CAMP

Plusieurs ouvriers de Filtisac ont écopé de 8 jours de mise à pied pour avoir refusé et à juste titre, de venir travailler le jour de la fête de l'Indépendance.

Les patrons se sentent tellement en position de force aujourd'hui qu'ils se permettent même de sanctionner

sévèrement des travailleurs qui refusent de travailler un jour pourtant décrété férié, chômé et payé.

Les patrons se moquent éperdument de la loi. D'ailleurs, la loi, c'est eux qui la font. Mais c'est par la lutte que les travailleurs peuvent, eux, se faire respecter.

CONTRE L'EXPULSION DES POPULATIONS DE GONZAGUEVILLE LITTORAL

Les populations habitant du côté du littoral depuis le quartier Derrière-Wharf en passant par Adjouffou jusqu'à Gonzagueville sont menacées de « *déguerpissement* ». Pour le moment, les bulldozers ne sont pas encore entrés en action, mais toujours est-il que les riverains ont tous déjà reçu des mises en demeure d'expulsion. Des inscriptions à la peinture rouge sont visibles sur toutes les maisons indiquant que tôt ou tard, elles seront de toute façon détruites.

Les petites gens habitant ces quartiers sont pour la plupart des ouvriers, des jobeurs, des pêcheurs, des chômeurs etc. Ils sont dans l'angoisse car ils ne savent pas où aller par ces temps qui courent. Les 150 000F promis par le gouvernement pour soi-disant permettre aux populations de se reloger

ne sont toujours pas disponibles. Mais même avec les 150 000f, tout le monde sait qu'on ne peut pas aller bien loin ici à Abidjan. Mais ça, ce n'est pas le problème des gens qui nous gouvernent.

Une dame habitant le quartier exprime son indignation en ces termes : « *j'habite ce quartier depuis près de six ans. Toutes mes économies, je les ai utilisées pour construire mon petit maquis et c'est ça qui me permet de vivre avec mes enfants. Aujourd'hui, les gens du gouvernement veulent nous chasser. Ils disent qu'ils vont nous donner 150 000 F pour déménager. On n'a pas encore vu la couleur. Mais, et mon maquis qui me permet de vivre, est-ce qu'on va me dédommager pour ça ? Donc on va me chasser, et en même temps m'enlever le pain de la bouche*

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

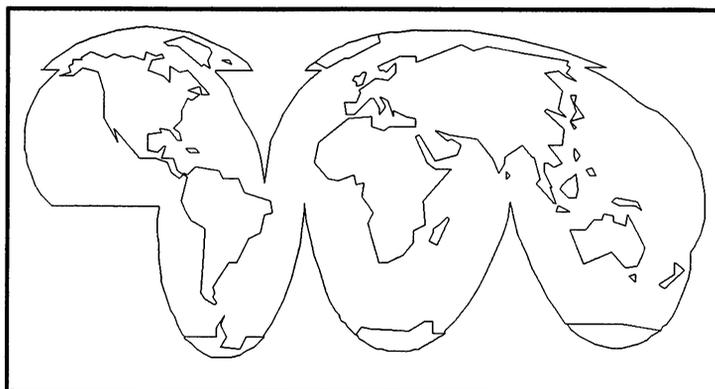
dans un pays où tu ne peux même pas trouver un travail quelque part. Ça me fait mal au cœur».

Si les gens du gouvernement se préoccupaient un tant soit peu des populations pauvres, ils auraient pu construire des maisons décentes pour recaser les gens ou encore, là où c'est possible, on pourrait procéder par exemple à des travaux d'aménagement dans ces quartiers ne serait-ce que pour

les rendre vivables et en même temps mettre fin progressivement au phénomène des quartiers précaires. En plus, ce n'est pas l'argent pour cela qui manque,

Mais pour ça, il ne faut pas compter sur ces gens au pouvoir. Les pauvres ne peuvent que compter sur leur mobilisation pour faire reculer le gouvernement.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

HOLLANDE ET LA FRANCAFRIQUE

François Hollande, en s'adressant aux pays africains, a dit qu'avec son avènement au pouvoir, s'en était fini de la françafrique. Ce ne sont là que des paroles de politicien. Il serait naïf de se laisser avoir par l'étiquette socialiste de François Hollande et de croire qu'à partir de maintenant, l'impérialisme français cessera de soutenir ses valets africains.

Le Parti socialiste est associé à la gestion du pouvoir depuis longtemps. Et c'est ce même parti qui a souvent mené des répressions féroces contre des peuples colonisés qui se sont battus pour se libérer du colonialisme français. Il faut rappeler que le dirigeant socialiste, Guy Mollet devenu président du Conseil en 1956, fit voter par l'Assemblée les pouvoirs spéciaux à l'armée, ce qui va accentuer la guerre coloniale en Algérie et généraliser la pratique de la torture à l'encontre des combattants du FLN. Le service militaire est porté à 27 mois, et le

nombre de soldats français en Algérie passe de 100.000 en 1955 à 600.000 en septembre 1956.

Il faut rappeler aussi que c'est sous un gouvernement socialiste qu'en 1947, fut réprimée dans le sang la révolte à Madagascar. Il y eut de 30.000 à 100.000 morts.

La vérité, c'est que François Hollande comme ses devanciers sont responsables devant la bourgeoisie française. Ils l'ont maintes fois prouvé. Ce sont les fidèles exécutants de la volonté de cette dernière. Et tant que c'est l'intérêt de la bourgeoisie française de maintenir ses anciennes colonies africaines dans son giron sous la forme vieillotte de la « *françafrique* » ou sous une nouvelle forme un peu plus « *évoluée* », les politiciens comme Hollande et autres exécuteront.

AFRIQUE DU SUD : DES GREVISTES MASSACRÉS PAR LE POUVOIR DE L'ANC

Le gouvernement sud-africain qui se targue d'être une « *démocratie arc-en-ciel* », vient de montrer une fois de plus, et de manière criminelle, son vrai visage anti-ouvrier en faisant massacrer des travailleurs en grève dans la mine de Marikana.

Comble d'hypocrisie, Jakob Zuma a fait semblant de s'en émouvoir et a décrété un « *deuil national* ». Il est venu verser des larmes de crocodile sur le sort des mineurs et de leurs familles endeuillées. Il a en outre mis sur pied une « *commission d'enquête* » pour établir la « *vérité* » sur ce massacre. Mais les travailleurs en grève ne sont pas dupes. La vérité c'est que le gouvernement est entièrement du côté des patrons de la mine. Il a fait le sale

boulot du chien de garde de la grande bourgeoisie qui fait fortune dans ce pays.

Malgré le massacre des leurs, malgré l'ultimatum de la direction de la mine qui les menace de licenciement s'ils ne reprennent pas le travail, malgré les intimidations du gouvernement à l'encontre des grévistes, la grève continue. Selon les informations transmises par la presse, seule une toute petite minorité a repris le travail à la date du 30 août.

Nous reproduisons ci-dessous, un article paru dans le journal hebdomadaire « *Lutte Ouvrière* » publié en France.

34 morts, 78 blessés et 259 arrestations - tel est le bilan officiel de l'opération menée le 16 août par la police sud-africaine, contre les grévistes d'une mine de platine de la compagnie anglo-

sud-africaine Lonmin, à Marikana, à 100 km de Johannesburg.

Les grèves sont souvent marquées par des morts en Afrique du Sud. Mais cette opération policière est la plus sanglante qu'ait connue le pays, non seulement depuis l'avènement du régime multi-racial du Congrès national africain (ANC), en 1994, mais même depuis le massacre de Sharpeville perpétré en 1960 par le régime de l'apartheid.

La grève de Marikana avait démarré le 10 août parmi les 3 000 tailleurs de fond, pour un salaire mensuel de 1250 euros (soit 200% d'augmentation) - revendication reprise ensuite par le reste des 28 000 ouvriers de la mine qui avaient rejoint le mouvement.

C'est que, malgré les promesses du régime, ces mineurs qui extraient l'un des métaux les plus précieux de la planète en sont toujours à survivre dans ce qu'on appelle, par un cynique euphémisme, des «*campements informels*» - des bidonvilles sans électricité où 30 foyers se partagent un seul point d'eau et un seul sanitaire - dans un pays où l'inflation a rendu bien des produits de première nécessité plus chers qu'en Europe.

Cette aggravation de la condition ouvrière est générale, et cela alors même que jusqu'à fin 2010, les grandes compagnies minières comme Lonmin, Anglo-American, BHP, etc. ont accumulé des profits records grâce au boom du marché mondial des matières premières qui suivit le krach de 2008.

Face à l'avidité de ces compagnies, les mineurs ne peuvent guère compter sur des appareils syndicaux notoirement corrompus et très liés tant au régime de l'ANC qu'aux compagnies elles-mêmes. Comme en témoigne le fait que, par exemple, on trouve au conseil d'administration de Lonmin un ancien secrétaire général du syndicat des mineurs, Cyril Ramaphosa, qui, devenu

Mais si les barons de la mine comptaient briser la colère des mineurs

milliardaire, a conservé son influence sur la direction de ce syndicat.

L'exaspération des mineurs a déjà éclaté bien des fois malgré l'opposition des appareils syndicaux, comme lors de la vague de grèves de 2010 dans les mines. Ce fut le cas aussi en mai, dans une autre mine de Lonmin, cette fois pour soutenir le président de la section locale du syndicat, licencié par la compagnie à la suite de son exclusion par l'appareil syndical qui le jugeait trop combatif.

À Marikana, une fois de plus, c'était contre la volonté des appareils syndicaux que les mineurs étaient passés à l'action, illégalement donc selon la législation. Tout de suite, ils avaient subi les attaques tant des nervis de Lonmin que de la police. La première semaine de grève avait fait dix morts, dont six parmi les grévistes.

Le 16 août, suite au refus de Lonmin d'ouvrir des négociations, les grévistes avaient occupé une colline proche de la mine, annonçant qu'ils ne quitteraient pas les lieux avant d'avoir obtenu satisfaction. Rapidement d'importantes forces de police les avaient encerclés, appuyées par des hélicoptères et des blindés. Il avait ensuite suffi de quinze minutes d'une fusillade nourrie pour que le massacre soit accompli.

Face à ce bain de sang, la direction de la confédération syndicale Cosatu a choisi son camp par un communiqué accusant les grévistes d'avoir déclenché les hostilités en tirant sur la police (qui n'a pourtant subi aucune perte !). Quant au président sud-africain Jacob Zuma, il s'est montré plus prudent en annonçant la mise en place d'une commission d'enquête. Il faut dire que le régime ne peut guère se permettre une réaction de colère dans les mines de platine (80% de la production mondiale) et moins encore dans l'ensemble du secteur minier où une explosion sociale tarirait la principale source de devises du pays.

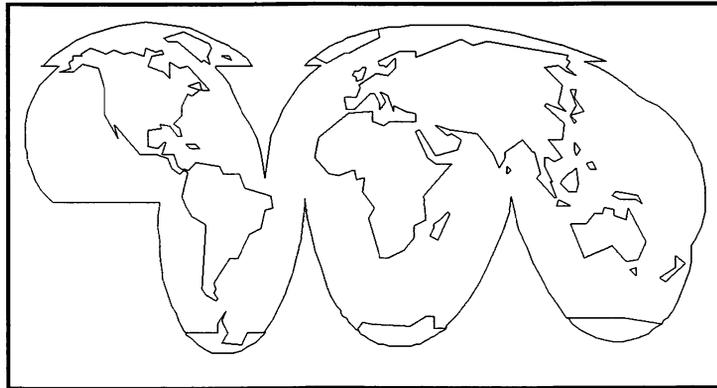
par la terreur, ils risquent d'en être pour leurs frais. Déjà, face à la poursuite du

mouvement à Marikana après le massacre du 16 août, la direction de Lonmin a dû renoncer à sa menace de licencier les mineurs qui n'auraient pas repris le travail le 20 août.

Mais depuis, le mouvement a commencé à s'étendre. Le 21 août, le mouvement s'est mis à gagner peu à peu la douzaine de mines de platine du complexe de Rustenberg, qui emploie 58

000 ouvriers. De plus en plus de mineurs reprennent la revendication des 1250 euros par mois. Et dans les «campements informels», ils se préparent à poursuivre le combat au rythme des vieux chants de lutte contre l'apartheid - tant il est vrai que 18 ans après l'abolition formelle de l'apartheid racial, l'apartheid social de l'exploitation capitaliste reste, lui, à abattre.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.